

Procès - verbal de séance du conseil municipal Mercredi 17 juin 2009 à 20h30

Convocation du 11 juin 2009

L'an deux mille neuf, le 17 juin à 20h30, le Conseil Municipal de SIGOYER étant assemblé en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, après convocation légale, sous la présidence de M. Maurice Ricard, Maire.

Etaient présents les membres en exercice, Mesdames et Messieurs : **Ricard Maurice, Allain-Launay Mathieu, Clément Jean-Luc, Comte Sandrine, Duc Serge, Dugelay Denis, Fernandez Vincent, Gabanou-Paul Agnès, Gerbaud Eric, Meunier Michel, Michalinoff Jacques, Modanese Corine, Para-Aubert Monique, Raizin Stéphane.**

Absents excusés représentés : **Garcin André** représenté par **Michalinoff Jacques**

Présents : 14 Votants : 15

Secrétaire de séance : **Allain-Launay Mathieu**

En présence de Mme Michalinoff, secrétaire de mairie, qui assure une prise de note pour complément.

Ordre du jour :

- Pôle économique des Vincents
Avancement des travaux
Actes notariés
- Travaux programmés cet été (voirie et réseaux AEP)
- Rentrée scolaire 2009-2010
- Rétrocession voirie et réseaux
- Questions diverses

Le maire remercie les membres présents ainsi que le public puis il ouvre la séance, il demande aux conseillers de rajouter deux points à l'ordre du jour : motion de soutien aux producteurs de lait et mise en œuvre des recommandations du diagnostic de maîtrise d'énergie sur les réseaux d'éclairage public.

➤ **Motion relative au soutien des agriculteurs producteurs laitiers :**

Cette activité est menacée notamment du fait de la chute des prix aux producteurs. La motion souligne qu'elle est essentielle pour l'aménagement du territoire, la biodiversité et la qualité des produits ; sa diffusion sera élargie.

la motion est adoptée à l'unanimité

➤ **Pôle des Vincents :**

- La fin des travaux de terrassement, génie civil, voirie et maçonnerie est en vue. Le maçon s'est engagé à terminer d'ici la fin de la semaine. Le supplément de revêtement constaté fait l'objet d'une négociation en cours pour définir les parts respectives de la remise en état après travaux, de la sur-largeur faite à l'initiative de l'entreprise et du revêtement des accès des riverains demandé par la commune. Le surcoût, pas encore chiffré par le maître d'œuvre, fera l'objet d'un avenant au marché.

- Azur travaux (travaux d'enfouissement de lignes à l'entrée du village) est venu faire une partie des travaux à sa charge (tirage des câbles et pose des coffrets) et reviendra en septembre pour finir les branchements et déposer les lignes existantes.
- France télécom reviendra après réception des travaux de génie civil (réception avec réserves sur la conformité des réseaux électriques et télécom). La mairie organise ces formalités dans les meilleurs délais.
- Trois compromis de vente ont été signés avec M.Mme Paris, M.Mme Dal Molin et M.Mme Hoddoul. Ils sont assortis d'une clause suspensive en cas de refus du permis de construire,
- Deux demandes de permis de construire ont été déposées par M. Paris et M. Lelièvre. Serge Duc rappelle qu'ils ne pourront être accordés qu'après réception des travaux du lotissement,
- Le géomètre doit venir borner les nouvelles limites entre le lotissement et la propriété de M. Michel Robert,
- Il n'y a pas de nouvelles demandes formalisées d'acquisition de lots.

➤ **Les autres travaux en cours et à venir :**

- Maison des associations : M. Ricard est soulagé de pouvoir annoncer la fin des travaux... hormis, la peinture de la porte du garage. Les stores de murs capteurs sont offerts par l'entreprise Arieu-Bonnet en compensation des indemnités de retard. Ces travaux se terminent avec une moins-value qui reste à évaluer,
- Eglise : les travaux d'électricité et de chauffage sont terminés.
- Voirie : le revêtement de la voie communale n°17 est terminé, la création de ralentisseurs dans la traversée du village est à venir. Ils seront situés l'un devant la maison de M. et Mme Nal, l'autre en face de la salle des 2 Céüse.

Au sujet de l'insécurité routière dans le village, le contrôle de vitesse réalisé les 2 et 3 juin a montré que la vitesse moyenne des véhicules (incluant certains vélos) était de 35 km/h, que la quasi-totalité des conducteurs ne dépassent pas les 45 km/h mais quelques individus, à des heures nocturnes, commettent des délits de grande vitesse (80 km/h et plus).

- Le Conseil Général va procéder à l'aménagement d'arrêts de bus entre le village et le col du Villard. Il fera le revêtement de la route entre le village et le pont des cousins après que la commune ait terminé les travaux sur le réseau d'eau potable. Enfin il réparera le pont sur le Boujac aux Parots.

M. Allain-Launay se fait confirmer par M. le Maire que le Conseil Général envisage la pose d'une caméra au col des Guérins pour surveiller l'état d'enneigement de la chaussée (RD219). Cette information suscite un vif débat qui se clôt après la demande de vote d'une motion contre cet équipement, (motion reportée ultérieurement), et l'engagement de M. le Maire de demander au Conseil Général l'étude d'autres alternatives techniques. E. Gerbaud précise qu'il s'agit pour lui d'une question de principe et de positionnement idéologique.

S. Raizin demande que le matériel soit adapté à une commune de montagne, et surtout une prise de conscience du problème de la part du conseil général : il s'agit de garantir l'accès, en toutes saisons, d'une résidence d'handicapés à 1300m d'altitude.

La route des vignes doit connaître un surcroît d'intérêt avec l'ouverture cet automne du collège de Tallard. Mme Para-Aubert souhaite que des glissières de sécurité soient installées sur cette route départementale.

- Travaux sur le réseau d'eau potable. L'ordre de service des travaux de sécurisation des deux réseaux communaux par leur interconnexion doit être signé au mois de juin. M. Allain-Launay relance le maître d'œuvre dans ce sens.
- Mise aux normes des périmètres de protection des captages d'eau potable. Un marché de maîtrise d'œuvre et d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour les négociations foncières (acquisition, mise en œuvre des servitudes dans les périmètres de protection rapprochés) va être lancé d'ici fin juillet.

➤ **Rétrocession à la communes des voiries et réseaux humides dans les lotissements privés**

Suite à la demande de lotisseurs, M. le maire a souhaité que la commission voies et réseaux étudie l'intégration de la voirie et des réseaux d'adduction d'eau potable et d'assainissement dans le domaine public

La commission, réunie le 14 mai 2009, a jugé utile de procéder à une analyse de la situation par type de réseau : voirie, AEP (Adduction Eau Potable) et assainissement collectif.

I - VOIRIE :

Le Maire a proposé d'étudier l'intégration de la voirie des lotissements privés achevés, dans la voirie communale conformément à l'article L.318-3 du code de l'Urbanisme. Il est rappelé que les voies privées des lotissements ne peuvent être intégrées que dans la voirie communale et non dans la voirie rurale, ce qui impose pour la commune l'obligation d'entretien permanent.

Après étude des avantages et des inconvénients, la commission a estimé que l'intégration de la voirie privée des lotissements ne présente pas un intérêt public majeur excepté si les voies considérées participent à une logique urbaine de développement et lorsqu'un projet d'ensemble a été élaboré.

L'intégration semble pouvoir être réalisée quand la voirie considérée constitue non seulement une desserte locale mais aussi une voie de liaison entre quartiers. Dans ce cas déterminé, la voie rétrocédée doit satisfaire à un cahier des charges précis (largeur, revêtement, profil etc....) défini par la commune.

II - A.E.P.

La commission souligne l'intérêt d'avoir un réseau de distribution entièrement public. Il semble nécessaire de recenser les parties de réseau, restées privées, et de les intégrer rapidement dans le réseau public.

Il apparaît aussi important de rappeler aux abonnés leurs responsabilités et celles du Service de Distribution de l'eau en leur adressant, comme le recommande la jurisprudence, le règlement du service de distribution de l'eau.

III - ASSAINISSEMENT COLLECTIF :

La totalité du réseau est publique et de réalisation récente. Il n'y a aucune rétrocession à envisager. Seul, le statut et la conformité de l'épandage de l'assainissement semi-collectif du lotissement de Picenton serait à préciser.

La commission signale néanmoins les difficultés rencontrées dans l'évacuation des effluents du camping des Guérins, surtout en période estivale et de forte fréquentation. Il semble nécessaire que l'exploitant du camping installe un broyeur afin de fluidifier les effluents.

S. Duc remercie M. Meunier pour la clarté du compte-rendu, fait remarquer que sa propriété de Prachard n'est pas un lotissement ainsi qu'il est mentionné dans le compte rendu de la commission et ajoute qu'il ne fait aucune demande à la commune en matière de rétrocession de réseaux. Il souligne que la forte densité d'habitations dans un lotissement par rapport au faible linéaire des voies à entretenir pourrait supposer la prise en charge de cette voirie ; et considère discriminatoire le fait de ne pas intégrer les voies des lotissements dans le réseau communal alors qu'antérieurement, l'accès à certaines maisons isolées a été classé dans la voirie rurale et goudronné.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à 14 voix pour, 1 abstention

Décide

- De ne pas intégrer à la voirie communale les voies de lotissements sauf si celles-ci constituent une liaison entre quartiers et à condition qu'elles répondent à des critères de qualité à préciser au cas par cas.
- D'intégrer au réseau public tous les réseaux de distribution d'eau potable actuellement propriété des lotissements
- De demander au propriétaire du camping des Guérins l'installation d'un broyeur pour le traitement des effluents

➤ **Rentrée scolaire 2009-2010 :**

La réunion du conseil d'école a été l'occasion d'aborder les questions suivantes :

- Le départ de Mme Bourges pendant un an et son remplacement au poste de directrice par Mme Isabelle Wagnies,
- La baisse de l'effectif à 46 élèves de plus de 3 ans à la rentrée prochaine plus 4 enfants de moins de 3 ans. En dessous de 50 enfants, le maintien des 3 classes peut être étudié par l'inspection académique surtout si la situation dure ce qui pourrait être notre cas puisque 8 enfants entrent en CM2 en septembre prochain. Parmi les moyens à mettre en œuvre pour pallier cette baisse d'effectif, le regroupement avec Lardier et l'accueil d'enfants de Pelleautier où l'école est surchargée, ces solutions vont être étudiées avec les maires de ces deux communes.

M. le maire rappelle que, sur la commune, quelques logements locatifs sont encore à louer, et que l'étude du développement du haut du village a été confiée au bureau EGIS Aménagement, la commission urbanisme se réunira avant le 23 juillet pour en examiner les propositions.

- **L'Ecole numérique rurale :** avec l'appui de la directrice de l'école, la commune a fait acte de candidature pour participer à cette action de relance de l'économie initiée par l'Etat. Pour une dépense de 12 000 Euros dont environ 2 000 d'autofinancement, elle doit permettre d'équiper l'école de 8 ordinateurs portables et d'un tableau blanc interactif. Notre dossier de demande de subvention doit être complété par un devis d'équipement que nous attendons. Cependant, pour 2 000 Euros, les institutrices préféreraient que la commune fasse en sorte que le matériel informatique mis à leur disposition fonctionne correctement (mise à niveau du réseau, contrat de maintenance). Il s'intègre parfaitement à leur fonctionnement à l'inverse du tableau blanc interactif dont elles savent qu'il alourdit le fonctionnement de la classe à un moment où l'on supprime 2 heures de cours par semaine et induit des liaisons wifi à internet qui provoquent l'inquiétude de certains parents à cause des ondes électromagnétiques qu'elles génèrent.

- **La restauration scolaire :** la solution envisagée pour servir une alimentation labellisée biologique rencontre des difficultés à cause d'un défaut d'agrément de l'entreprise pressentie pour fournir une cantine scolaire. Eric Gerbaud, Matthieu Allain-Launay, éventuellement accompagnée de Maurice Ricard ou Michel Meunier doivent rencontrer la Direction des Services Vétérinaires pour étudier les conditions de poursuite de ce projet.

➤ **Maîtrise de la dépense d'énergie :**

Après l'étude qui avait été réalisée, la Fédération Départementale d'Electrification propose un contrat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour mettre en œuvre les préconisations en matière d'éclairage public (mise aux normes sécurité, installation de système d'économie d'énergie, remplacement d'équipements énergivores et négociations tarifaires). Il permet à la commune de bénéficier des prix d'équipement de la fédération et d'un accès facilité aux subventions de l'ADEME (40%).

M. le Maire propose la réunion d'une commission pour définir les travaux à valider dans l'étude initiale.

➤ **Questions diverses :**

- La nuit des étoiles : le 24 juillet les initiateurs de cette manifestation proposent que l'on diminue le niveau de pollution que génère l'éclairage nocturne. Le conseil décide l'extinction totale l'éclairage public à cette occasion.
- M. Marlin fait part de son souhait d'acquérir la parcelle communale sur laquelle il a construit un garage. Il a été décidé de formaliser la régularisation qui avait déjà été entériné par le conseil municipal précédent sans aller au-delà.
- M. Clair demande de pouvoir acquérir 50 m² de terrain communal pour pouvoir y garer sa voiture. M. Busin qui en est locataire n'y est pas opposé. Le conseil décide d'accéder à cette demande.
- M. Vicedo se plaint, au nom de l'association de quartier des Parots, de la prolifération de mouches à cause de la présence des troupeaux de moutons. Il lui est rappelé qu'il a librement choisi de venir vivre en milieu rural avec ses avantages et ses inconvénients. Il est également demandé aux éleveurs incriminés de poursuivre leurs efforts de désinsectisation.

- La DDE fait une demande de pièces complémentaires pour instruire le permis de construire du garage de M. Vicedo. Concernant les questions portant sur l'assainissement, M. Allain-Launay prépare les éléments de réponses.
- M. Charabot, organisateur du passage de la flamme de la Saint Jean sur la commune de Sigoyer fait une demande de participation financière. Il est décidé d'accorder 100€ de subvention à son association "Gap Hautes-Alpes athlétisme".
- L'association "Céüse sports nature" demande l'autorisation de poser une tyrolienne sur le clocher de l'église pour la manifestation du raid éveil aventures. Accordé.
- L'association de La Roche des Arnauds qui organise une randonnée à VTT (le sanglier) autour de Céüse demande l'autorisation d'emprunter les chemins de la commune : Accordé.
- L'association "Enduro family" sollicite l'autorisation d'emprunter à moto le chemin de "serre lauger" qui est généralement interdit à la circulation de véhicules à moteur. Accordé.

Le maire lève la séance à 1H00

Délibérations du conseil municipal :

- Motion du Conseil Municipal de SIGOYER (Hautes-Alpes) relative au soutien des agriculteurs Producteurs laitiers
- Rétrocession des voies et réseaux
- Subvention exceptionnelle - exercice 2009 (la flamme de la St Jean)